

À propos de Beaud et Noiriel : l'enfermement identitaire n'est pas le lot de quelques-uns -« Passer de l'addition simple à la mise en commun »

samedi 16 janvier 2021, par [MARTELLI Roger](#) (Date de rédaction antérieure : 14 janvier 2021).

Stéphane Beaud et Gérard Noiriel sont connus pour leurs travaux originaux sur le monde ouvrier, dans l'histoire et aujourd'hui. Ils publient dans Le Monde diplomatique un texte, intitulé « Impasses des politiques identitaires ». Il est extrait d'un livre à paraître en février 2021. Première réflexion, en attendant l'ouvrage annoncé...

Sommaire

- [L'imaginaire et le réel](#)
- [Réunir les catégories populaire](#)
- [L'enfermement identitaire \(...\)](#)
- [Le clivage du « social » \(...\)](#)

Beaud et Noiriel n'aiment pas « la racialisation du discours public », dans lequel ils voient un effet de « l'américanisation de notre vie publique ». Elle installerait une frange importante de la population dans un « enfermement identitaire ». Elle contredirait ainsi la construction nécessaire d'alliances politiques autour de la question sociale, seule à même selon eux de rassembler les catégories populaires au lieu de les diviser. Les identités raciales, ajoutent-ils, ne sont qu'une illusion et la marque d'un oubli : « La classe sociale d'appartenance [reste] le facteur déterminant autour duquel s'arriment les autres dimensions de l'identité des personnes ».

On ne juge pas d'un livre à partir de quelques pages. Celles qui sont proposées semblent toutefois très problématiques, d'autant plus qu'elles ne font que reprendre un vieux débat, celui qui oppose depuis quelques décennies l'attention au « social » et la préoccupation du « sociétal ». Ce débat est tout aussi improductif aujourd'hui qu'il l'était naguère.

L'imaginaire et le réel

La réflexion de nos deux auteurs procède d'un syllogisme. La « classe » est du côté de la réalité objective, la « race » est du côté de la représentation, donc de l'imaginaire ou de l'illusion. Or on ne peut fonder une visée politique critique sur une abstraction. S'il faut penser une « identité des personnes », il faut donc l'appuyer sur une identité de classe et non de race.

Il est vrai que la notion de race s'expose toujours aux belles démonstrations de Claude Lévi-Strauss expliquant naguère que la race humaine n'existait pas au sens biologique du terme. Pourtant, si la race n'existe pas... elle n'en tue pas moins [1]. La race est une idée sans base matérielle biologique ;

mais la racialisation qui la met au cœur de son projet est une force matérielle propulsive et pas seulement une idée.

Or cette racialisation n'est pas le fruit de « l'américanisation ». Elle est une réalité inscrite dans une histoire qui est d'abord nationale. N'avons-nous pas le triste privilège d'avoir enfanté la première Bible du racisme théorique, avec le désolant auteur de l'Essai sur l'inégalité des races humaines, Arthur de Gobineau (1853) ? Et c'est bien chez nous qu'une longue acculturation nourrie par le fait colonial a produit ce qui n'est pas seulement un impensé, mais une pratique incessante de la discrimination, fonctionnant avant tout au faciès. Les médias possédés par « les entreprises américaines mondialisées » ont bon dos, pour disculper nos propres dominants et ceux qui les soutiennent. Il est tellement facile d'expliquer que c'est la faute aux autres...

« Tout mouvement qui se dresse, en totalité ou en partie, contre l'iniquité, la violence et la discrimination produite par le capitalisme dominant devrait être tenu pour légitime. Mais aucun mouvement n'est à l'abri d'évolutions qui, à l'arrivée, pourraient contredire l'objectif fondamental d'égalité et de liberté. L'enfermement identitaire est alors tout aussi meurtrier que l'indifférenciation, celle qui place tout combat particulier sous l'égide d'une norme présumée majoritaire. »

D'un autre côté, on peut mettre en doute l'idée que la seule réalité sociale est celle de la classe. Beaud et Noiriel savent bien que la classe est un rapport social, donc une construction historique et pas un matériau préexistant. À proprement parler, l'existence des classes ne précède pas celle de la lutte des classes : c'est au contraire la lutte elle-même qui les constituent, les font... et les défont.

C'est par leur mise en mouvement et l'expérience de leurs conflits que les ouvriers, dispersés par leurs lieux, leurs statuts et leurs sociabilités, ont façonné leur conscience d'eux-mêmes, qu'ils ont défini leur rapport à la société qui les enserme et qu'ils se sont institués en classe s'affirmant en tant que telle. « Au début était la classe » : laissons cela à la légende...

L'identité de la classe « objective » est une abstraction. La classe est un tout historique dans lequel s'entremêlent, de façon mouvante, de l'objectif et du subjectif, des positions sociales – définies par un classement – des pratiques organisées et des représentations qui deviennent des moteurs pour l'action. La classe est une réalité ; elle n'est toutefois pas une « chose », un objet qu'il suffit de catégoriser, de mesurer et de décrire.

Réunir les catégories populaires dispersées

Où en est-on aujourd'hui ? Les catégories populaires forment toujours l'ossature des sociétés. Mais l'unification relative qui a marqué l'histoire ouvrière sur deux siècles a laissé la place à une nouvelle dispersion. Le mouvement ouvrier a perdu de son souffle et le peuple n'a plus de groupe central. L'enjeu est, à nouveau, de réunir ce qui ne l'est pas.

Le kaléidoscope social contemporain est le produit des logiques qui régissent l'organisation sociale. Elles sont connues depuis longtemps : exploitation, domination, aliénation, discrimination forment un tout, réuni par le modèle capitaliste de production et de distribution des ressources, matérielles comme symboliques. Les contours de celles et ceux que l'on peut rassembler en découlent : exploités, dominés, dépossédés, discriminés constituent l'univers des classes dites « subalternes ».

Selon les moments, c'est un aspect ou un autre de la position subalterne qui crée le besoin de relever la tête, de se rassembler et d'agir. Quand le groupe ouvrier était en expansion spectaculaire, on pouvait penser que la question sociale du salariat était celle autour de laquelle tout pouvait se

penser et se construire. Cette question n'a pas perdu de son acuité ; mais elle n'est plus la source unique ni même principale de l'engagement. Chaque espace de contestation devrait donc être considéré dans son égale dignité. Dans l'univers pluriel du peuple « sociologique », il n'y a pas de groupe central autour duquel tous les autres pourraient se rassembler. Dans le paysage foisonnant des luttes contemporaines, il est hasardeux d'assigner à chacune sa place dans une hiérarchie immuable.

Traitant des mouvements réputés « identitaires » ou « minoritaires », Beaud et Noiriel évoquent l'importance de la dialectique du « eux » et du « nous » dans leur fonctionnement mental. Ils en perçoivent les limites ; il est dommage qu'ils n'étendent pas la critique à la totalité des champs de la lutte sociale.

L'enfermement identitaire ne menace pas que les « minoritaires »...

Il est vrai que l'affirmation de soi par la différence avec autrui est un facteur premier de conscience commune pour un groupe social. Les historiens savent depuis longtemps que la dynamique du « eux » et « nous » est un marqueur symbolique puissant, qui a fonctionné dans l'histoire ouvrière. Mais on sait aussi que le « eux-nous » a ses limites. La désignation de l'adversaire sous la forme indistincte du « eux » pousse à condamner le responsable et pas toujours la logique sociale qui produit la séparation de l'exploiteur et de l'exploité, du dominant et du dominé, du haut et du bas. Quand la complexification de la vie sociale rend plus difficile la désignation des responsables particuliers, la tentation est grande de désigner du doigt le bouc émissaire, que l'on va chercher du côté du plus familier. Ce sont ces raccourcis qui, couplés à la montée du ressentiment, forment aujourd'hui le socle des dérives autoritaires érodant toute dynamique démocratique. De ce point de vue, la survalorisation du « social » n'est pas une garantie : la défense des « petits » n'est-elle pas un cheval de bataille de l'extrême droite ?

Plus fondamentalement, le « eux-nous » est opérationnel tant qu'il s'agit de penser un groupe dans sa dynamique spécifique : « nous » les ouvriers, par exemple. Mais il perd de sa force, quand l'enjeu n'est plus la reconnaissance du groupe par ses propres membres, mais par la société tout entière. Alors, l'objectif n'est plus seulement d'exalter une différence, mais de montrer en quoi la dignité reconnue d'une catégorie sociale est une chance pour la société elle-même.

Dans ce moment-là, y a-t-il un risque d'« enfermement identitaire » ? Incontestablement, oui. Mais ce risque n'est pas propre aux mouvements « racialisés » ou minoritaires ; il peut toucher les mouvements « sociaux », quand bien même ils seraient numériquement dominants. Le mouvement ouvrier n'a pas été épargné par sa propre variante identitaire, cet « ouvriérisme » dont, fort heureusement, le socialisme historique et le communisme français du XX^e siècle se sont globalement gardés. Et si l'on considère un mouvement récent, comme celui des Gilets jaunes, il serait bien imprudent d'affirmer qu'il n'a pas été atteint, au moins en partie, par les globalisations dangereuses du « eux » et « nous », du « peuple » et de « l'élite », mêlant ainsi l'exigence juste de démocratie citoyenne active et les rideaux de fumée du « tous pourris ».

Il est décidément trop commode d'opposer le mouvement pur de toute dérive que serait le mouvement basé sur le « social » et celui qui, parce qu'il ne porterait pas sur le rapport d'exploitation, serait voué à l'enfermement identitaire et à l'éternelle minorité. Tout mouvement critique conscient devrait à la fois cultiver sa spécificité, affirmer sa légitimité et se garder du piège de l'identité. Tout individu a besoin de se définir par ses appartenances ; on court grand risque, néanmoins, à faire de l'une d'entre elles, sociale, religieuse, raciale ou ethnique et culturelle, un absolu qui tracerait une frontière indépassable entre les « identités ». Reconnaître le droit à

l'identification n'est pas se soumettre au culte des identités.

Le clivage du « social » et de « l'identitaire » est un piège

À l'encontre de la primauté supposée du « social », on affirmera ici une autre piste de réflexion.

1. Les inégalités et les discriminations forment un tout indissociable. Parce que nos sociétés sont plus polarisées que jamais, elles nourrissent la tentation de légitimer la mise à l'écart : le non-civilisé, le barbare, le sauvage, l'autre, l'étranger, l'immigré, le non-national sont alors les boucs émissaires idéaux. L'incertitude extrême du temps et l'instabilité planétaire exacerbent en outre l'obsession de la protection : nos identités menacées devraient être défendues.

Lutter contre les inégalités et agir contre les discriminations, sans établir une hiérarchie entre elles, sont deux faces d'un même combat. Tout engagement critique a son versant positif : on se bat contre les inégalités et les discriminations, parce que l'on croit nécessaires et possibles l'égalité et la dignité. Le tracé de frontières entre les luttes est en ce sens une impasse. Un mouvement qui se dresse contre la subordination sociale des individus et des groupes n'est ni « social » ni « sociétal » ni « identitaire » en soi. À un moment ou à un autre, son horizon peut conduire le regard vers une société où l'égalité et la dignité sont réunies par une même logique d'émancipation individuelle et collective.

Abandonnons les lubies du « fondamental » et du « secondaire ». Chaque lutte contre un effet de l'ordre-désordre social participe à sa façon d'un combat de société : contre un modèle dominant de société, pour une autre conception de ce qui fait société...

2. On ne lira pas les pages nouvelles du combat émancipateur avec les lunettes du passé et la nostalgie est en cela tout aussi dangereuse que les certitudes faciles de l'oubli. Il ne sert à rien de rêver des identités perdues, de la classe ouvrière abandonnée et du mouvement ouvrier à rebâtir. Le point de départ de la réflexion politique alternative devrait être dans l'observation attentive des mouvements critiques tels qu'ils sont. Or, sur ce point, rien ne serait pire que de délégitimer tel ou tel combat, ou à l'inverse de décerner des brevets de légitimité « anti-système ». Les mobilisations autour du climat, contre les violences faites aux femmes, contre le racisme, l'antisémitisme et l'islamophobie, les mouvements des précaires, les défilés contre les projets de réforme des retraites, les manifestations des Gilet jaunes, les courants anti-consuméristes, les essais d'organisation alternative du travail et de la vie sociale...

En bref, les traces persistantes du mouvement ouvrier et les pousses nouvelles de la contestation participent du grand rêve de l'émancipation humaine. Ce sont ces mouvements – au pluriel – qui sont le terreau de toute construction future. Que le point de départ du combat « anti-systémique » soit la position sociale, le mal-vivre, la mise à l'écart des femmes, l'angoisse de l'implosion climatique, les valeurs humanistes, la passion altermondialiste, le refus des discriminations ou la peur du fascisme : tout cela importe peu. Seule compte la mise en mouvement...

3. La juxtaposition des mouvements ne suffit pourtant pas à en faire une force agissante. L'idée grandit, sous bien des appellations (convergence, coordination, fédération, intersectionnalité...) qu'il est nécessaire de passer de l'addition simple à la mise en commun. Des formes de rapprochement se sont esquissées, dans la dernière période, il est vrai pour l'instant à la marge. Mais, en dehors du récit libéral-autoritaire de l'extrême centre et du récit autoritaire et excluant de l'extrême droite, il n'y a pas de grand récit unificateur apte à rassembler une majorité populaire portée vers l'émancipation. Dès lors, les classes populaires apparaissent sous la forme d'une multitude qui lutte, séparément ou pas, contre ce qui la meurtrit ; elles ne constituent pas pour autant un peuple en

mesure de maîtriser politiquement son destin. La question est donc posée, en termes nouveaux, du « bloc historique », indissociablement social, politique et symbolique, qui portera l'exigence d'autres modèles sociaux et cela jusque dans les institutions.

Ce récit et ce bloc n'ont aucune chance d'émerger et de s'imposer, si le préalable est de séparer le bon grain et l'ivraie, le mouvement légitime et celui qui ne l'est pas. Tout mouvement qui se dresse, en totalité ou en partie, contre l'iniquité, la violence et la discrimination produite par le capitalisme dominant mérite d'être pris en considération. Mais aucun mouvement n'est à l'abri d'évolutions qui, à l'arrivée, pourraient contredire l'objectif fondamental d'égalité, de liberté et de solidarité. L'enfermement identitaire est alors tout aussi meurtrier que l'indifférenciation, celle qui place tout combat particulier sous l'égide d'une norme présumée majoritaire.

La légitimité et la part de risque valent pour chaque composante, et pas pour quelques-unes d'entre elles. Nul ne peut être écarté du grand œuvre ; nul ne doit se croire immunisé a priori de tout errement possible.

Roger Martelli

P.-S.

- Regards. 14 janvier 2021 : <http://www.regards.fr/idees-culture/article/a-propos-de-beaud-et-noiriel-l-enfermement-identitaire-n-est-pas-le-lot-de>
-

Notes

- [1] Vacarme, 2015/2 (N° 71), pages 1 à 21.